

(Traduction du Greffe)

La Ministre des affaires étrangères

Gouvernement de la
République populaire du Bangladesh
Dhaka

Le 13 décembre 2009

M. José Luis Jesus
Président
Tribunal international du droit de la mer
Am Internationalen Seegerichtshof 1
22609 Hambourg
Allemagne
Courriel: itlos@itlos.org

Objet: *Délimitation des frontières maritimes entre le Bangladesh, l'Inde et le Myanmar dans le Golfe du Bengale*

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous écrire concernant la procédure de délimitation des frontières maritimes entre le Bangladesh, le Myanmar et l'Inde dans le Golfe du Bengale.

Contexte

2. Le 8 octobre 2009, le Gouvernement de la République populaire du Bangladesh a institué une procédure arbitrale entre l'Union du Myanmar et la République de l'Inde, en application de l'annexe VII de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, en adressant des notifications et des exposés de ses conclusions aux représentants diplomatiques des deux Etats à Dhaka. Comme indiqué dans l'exposé de ses conclusions, le but recherché est d'obtenir la délimitation intégrale et satisfaisante des frontières maritimes du Bangladesh dans la mer territoriale et la zone économique exclusive et sur le plateau continental conformément au droit international. Copie des deux exposés de ses conclusions est jointe à la présente lettre en tant qu'appendices A et B¹.

3. Dans les exposés de ses conclusions, datés du 8 octobre 2009, le Bangladesh a désigné le professeur Vaughan Lowe comme son arbitre dans les deux affaires. Comme prévu à l'alinéa c) de l'article 3 de l'annexe VII de la Convention, le Myanmar et l'Inde ont désigné le juge P. Chandrasekhara Rao et M. P. Sreenivasa Rao comme leurs arbitres, respectivement, dans le délai stipulé de 30 jours.

Bangladesh-Myanmar

4. Le Myanmar, en même temps qu'il a désigné le juge P.C. Rao comme son arbitre pour la procédure entamée en application de l'annexe VII de la Convention, a proposé que l'affaire l'opposant au Bangladesh soit soumise au Tribunal international du droit de la mer pour décision et a transmis une déclaration acceptant la compétence du Tribunal de connaître de l'affaire. Copie de la déclaration par laquelle le Myanmar a accepté la compétence du Tribunal, datée du 4 novembre 2009, est jointe à la présente note en tant qu'appendice C.

¹ Le texte de l'appendice B ne se rapporte pas à la présente affaire et n'est donc pas reproduit.

5. En réponse à la proposition et à la déclaration du Myanmar, le Bangladesh a fait une déclaration parallèle acceptant la compétence du Tribunal international du droit de la mer à l'égard du différend et a communiqué sa décision au Myanmar. Copie de la déclaration du Bangladesh, datée du 12 décembre 2009, est jointe à la présente lettre en tant qu'appendice D. Etant donné que le Bangladesh et le Myanmar ont donné leur consentement mutuel à la compétence du Tribunal, et conformément aux dispositions du paragraphe 4 de l'article 287 de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, le Bangladesh considère que le Tribunal est désormais la seule instance compétente pour le règlement du différend entre les parties.

6. Sur la base de ce qui précède, le Bangladesh invite respectueusement le Tribunal à exercer sa compétence dans le différend concernant sa frontière maritime qui oppose le Bangladesh au Myanmar, et qui a fait l'objet de l'exposé des conclusions du Bangladesh en date du 8 octobre 2009. Le Bangladesh notifie par la présente au Tribunal son intention de choisir le professeur Vaughan Lowe, QC, comme juge ad hoc, conformément au Statut du Tribunal et à l'article 19 de son Règlement. (Copie du curriculum vitae du professeur Lowe est jointe en tant qu'appendice E.)

[Les paragraphes numérotés de 7 à 10 ne se rapportent pas à la présente affaire et ne sont donc pas reproduits.]

11. Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma très haute considération.

(signé)

Dipu Moni, MP

Ministre des affaires étrangères
Gouvernement de la République
populaire du Bangladesh
Agent

APPENDICE A

(Traduction du Greffe)

Ministère des affaires étrangères
Gouvernement de la République populaire du Bangladesh
Dhaka

No. MOFA/UNCLOS/320/2/158

Note verbale

Le Ministère des affaires étrangères du Gouvernement de la République populaire du Bangladesh présente ses compliments à l'Ambassade de l'Union du Myanmar à Dhaka et, se référant au différend concernant la frontière maritime entre le Bangladesh et le Myanmar dans le Golfe du Bengale, a l'honneur de lui faire tenir ci-joint la notification visée à l'article 287 et à l'annexe VII de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer de 1982 ainsi que l'exposé de ses conclusions et des motifs sur lesquels elles se fondent (pages 1 à 7) en vue d'entamer une procédure arbitrale concernant la délimitation de la frontière entre le Bangladesh et le Myanmar dans la mer territoriale et la zone économique exclusive et sur le plateau continental.

Le Gouvernement du Bangladesh a entamé cette procédure dans le contexte de ses relations amicales avec le Myanmar et est conscient de l'obligation qui lui incombe, en vertu de l'article 279 de la Convention, de rechercher la solution du différend concernant sa frontière maritime par les moyens indiqués à l'Article 33, paragraphe 1, de la Charte des Nations Unies.

En attendant la sentence définitive d'un tribunal constitué en application de l'annexe VII de la Convention, le Gouvernement du Bangladesh demeure résolu à poursuivre les négociations avec le Myanmar en vue de parvenir à un règlement équitable du différend concernant sa frontière maritime.

Le Ministère des affaires étrangères du Gouvernement de la République populaire du Bangladesh saisit cette occasion de renouveler à l'Ambassade de l'Union du Myanmar l'assurance de sa très haute considération.

Dhaka, le 8 octobre 2009

Ambassade de l'Union du Myanmar
Dhaka

(Traduction du Greffe)

**CONVENTION DES NATIONS UNIES SUR
LE DROIT DE LA MER DE 1982**

**DIFFÉREND CONCERNANT LA FRONTIÈRE MARITIME
ENTRE LE BANGLADESH ET LE MYANMAR**

BANGLADESH c. MYANMAR

**NOTIFICATION PRÉSENTÉE CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 287 À
L'ARTICLE PREMIER DE L'ANNEXE VII DE LA CONVENTION**

ET

**EXPOSÉ DES CONCLUSIONS ET DES MOTIFS SUR
LESQUELS ELLES SE FONDENT**

8 octobre 2009

**CONVENTION DES NATIONS UNIES SUR LE DROIT DE LA MER DE 1982 –
ARBITRAGE EN APPLICATION DE L'ANNEXE VII**

NOTIFICATION ET EXPOSÉ DES CONCLUSIONS

1. Conformément aux articles 286 et 287 de la *Convention des Nations Unies sur le droit de la mer* de 1982 (ci-après dénommée la "Convention") et aux dispositions de l'article premier de l'annexe VII à la Convention, le Bangladesh notifie par la présente au Myanmar que, n'ayant pu parvenir à un règlement à l'issue de négociations et d'échanges de vues successifs, comme prévu par la partie XV de la Convention, il a décidé de soumettre le différend concernant la délimitation de sa frontière maritime avec le Myanmar dans le Golfe du Bengale à la procédure arbitrale prévue à l'annexe VII de la Convention. Un exposé de ses conclusions et des motifs sur lesquels elles se fondent est joint à la présente notification, comme prévu par l'article premier de l'annexe VII.

2. Conformément aux dispositions de l'alinéa b) de l'article 3 de l'annexe VII, le Bangladesh désigne par la présente le professeur Vaughan Lowe, QC, comme membre du Tribunal arbitral.

OBJET DU DIFFÉREND

3. Le différend concerne la délimitation de la frontière maritime du Bangladesh avec le Myanmar dans le Golfe du Bengale et les forages exploratoires et autres activités illicites menés par les titulaires de concessions délivrées par le Myanmar dans des zones maritimes revendiquées par le Bangladesh.

4. Il n'existe aucun traité ou autre accord international ratifié par le Bangladesh et le Myanmar délimitant une partie quelconque de la frontière maritime dans le Golfe du Bengale.

5. En 1974, le Bangladesh et le Myanmar ont signé le *Procès-verbal convenu entre la délégation du Bangladesh et la délégation birmane concernant la délimitation de la frontière maritime entre les deux pays* qui a délimité la frontière maritime dans la mer territoriale. Bien qu'il n'ait pas été ratifié, les deux parties se sont constamment conduites conformément à la délimitation de la mer territoriale décrite dans ledit accord.

6. En dépit des négociations détaillées menées au cours des 35 dernières années, le Bangladesh et le Myanmar n'ont pas réussi à s'entendre sur une frontière maritime dans la zone économique exclusive ou sur le plateau continental. Au cours desdites négociations, dont les plus récentes ont eu lieu en juillet 2009, le Bangladesh et le Myanmar ont échangé leurs vues touchant le règlement du différend, comme prévu par l'article 283 de la Convention.

7. En conséquence, conscient de l'obligation qui lui incombe aux termes de l'article 279 de la Convention de régler tout différend concernant l'interprétation ou l'application de la Convention par des moyens pacifiques, le Bangladesh entame par la présente la procédure visée à la section 2 de la partie XV de la Convention en vue de régler son différend avec le Myanmar concernant la frontière maritime dans le Golfe du Bengale.

COMPÉTENCE

8. Le Bangladesh et le Myanmar sont l'un et l'autre parties à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, ayant ratifié celle-ci le 27 juillet 2001 et le 21 mai 1996 respectivement. La partie XV de la Convention établit un régime de règlement des différends touchant l'interprétation et l'application de la Convention. Aux termes de l'article 279, les parties sont tenues de rechercher une solution par des moyens pacifiques conformément à la Charte des Nations Unies. Le paragraphe 1 de l'article 283 dispose en outre que lorsqu'un différend surgit entre des Etats Parties, les parties en litige procèdent promptement à un échange de vues concernant le règlement du différend par des négociations ou par d'autres moyens pacifiques. Le Bangladesh s'est acquitté intégralement et de bonne foi des obligations qui lui incombent en vertu de la partie XV de la Convention.

9. Comme le Bangladesh et le Myanmar n'ont pas pu régler le différend entre eux par des moyens pacifiques de leur choix, le paragraphe 1 de l'article 281 leur permet d'avoir recours aux procédures prévues dans la partie XV, y compris aux procédures obligatoires aboutissant à des décisions obligatoires visées dans la section 2 de ladite partie. Aux termes de l'article 286, l'une ou l'autre des parties au différend peut entamer ces procédures obligatoires devant la cour ou le tribunal ayant compétence en vertu de la section 2.

10. L'article 287 régit le choix de la procédure obligatoire. Son paragraphe 1 permet à un Etat Partie de choisir, par voie de déclaration écrite un ou plusieurs des moyens de règlement des différends énumérés dans ce paragraphe, lesquels comprennent le recours à un tribunal arbitral constitué conformément à l'annexe VII. Comme le Bangladesh et le Myanmar n'ont pas fait de déclaration en application du paragraphe 1 de l'article 287, ils sont réputés, en vertu du paragraphe 3 de ce même article, avoir accepté l'arbitrage conformément à l'annexe VII.

11. Il y a lieu de noter en outre que l'article 298 régissant les exceptions facultatives à l'application de la section 2 n'est pas applicable étant donné que ni le Bangladesh, ni le Myanmar, n'a déclaré par écrit ne pas accepter une ou plusieurs des procédures obligatoires visées à l'article 287.

12. Par conséquent, conformément à l'article 286, le Bangladesh soumet son différend avec le Myanmar concernant la délimitation de la frontière maritime dans le Golfe du Bengale à un tribunal arbitral constitué conformément à l'annexe VII, qui a compétence à l'égard du différend en vertu du paragraphe 1 de l'article 288.

LES FAITS

13. Le Bangladesh et le Myanmar sont des Etats dont les côtes sur le Golfe du Bengale sont adjacentes.

14. Les revendications du Bangladesh et du Myanmar se chevauchent dans toute la zone économique exclusive et sur tout le plateau continental.

15. En 1974, le Bangladesh a adopté la *Loi relative aux eaux territoriales et aux zones maritimes* qui définit les frontières maritimes du Bangladesh avec le Myanmar et avec l'Inde dans la mer territoriale et la zone économique exclusive et sur le plateau continental. Ces frontières se composent de deux lignes parallèles s'étendant vers le sud, le long des méridiens de longitude, à partir des lignes de base correspondant au littoral du Bangladesh, jusqu'aux limites extérieures de la marge continentale.

16. En 1974, le Myanmar a revendiqué une frontière maritime avec le Bangladesh fondée sur ce qu'il qualifiait de ligne d'équidistance. Le Bangladesh a rejeté la ligne de

délimitation proposée par le Myanmar comme étant inéquitable étant donné, entre autres, que ladite ligne, compte tenu de la concavité du littoral du Bangladesh dans la partie nord du Golfe du Bengale, coupait et réduisait considérablement les zones maritimes auxquelles pouvait prétendre le Bangladesh.

17. En 1979, dans le contexte de négociations bilatérales, le Bangladesh avait proposé une ligne de délimitation plus équitable dans la zone économique exclusive et sur le plateau continental. Bien qu'aucun accord formel ne soit intervenu, la conduite du Myanmar a, entre 1979 et 2005, été conforme à cette frontière proposée, qu'il appelait la "ligne d'amitié". À partir de 2005, cependant, le Myanmar a abandonné la pratique qu'il suivait de longue date et a accordé plusieurs concessions de prospection de pétrole et de gaz dans un secteur situé entre la ligne dite "ligne d'amitié" et la ligne d'équidistance, telle que définie par le Myanmar.

18. Sans tenir compte de la frontière maritime revendiquée par le Bangladesh conformément à la Loi de 1974, les titulaires des concessions accordées par le Myanmar ont entrepris des forages et d'autres activités de prospection dans les zones en litige sans en aviser préalablement le Bangladesh et sans solliciter son consentement.

19. La frontière revendiquée par le Myanmar et les activités de prospection en question ont porté sérieusement préjudice aux droits du Bangladesh à une délimitation équitable et à ses droits souverains d'exploration et d'exploitation des ressources naturelles dans la zone économique exclusive et sur le plateau continental en vertu de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer.

20. Le 16 décembre 2008, le Myanmar a communiqué à la Commission des limites du plateau continental des informations concernant son plateau continental élargi. La revendication du Myanmar, qui prive le Bangladesh de toute partie de son plateau continental au-delà des 200 milles marins, est incompatible avec les principes et les règles établis par la Convention. Le Bangladesh présentera d'ici à juillet 2011 au plus tard ses revendications concernant un plateau continental élargi. Lorsqu'il présentera sa demande, le Bangladesh décrira et justifiera ses droits à un plateau continental élargi s'étendant au-delà de 200 milles marins à partir de ses lignes de base côtières dans les zones mêmes revendiquées par le Myanmar dans sa déclaration à la Commission.

MOTIFS SUR LESQUELS SONT FONDÉES LES CONCLUSIONS DU BANGLADESH

21. La revendication du Bangladesh est fondée sur les dispositions de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, telles qu'appliquées aux faits pertinents, et notamment, sans que cette énumération soit limitative, sur les articles 15, 74, 76 et 83 de la Convention.

22. La revendication du Bangladesh est également fondée sur sa Loi de 1974 relative aux eaux territoriales et aux zones maritimes et à la notification ultérieure No. IT – 1/3/74 du Ministère des affaires étrangères en date du 13 avril 1974.

23. Ces motifs seront développés plus en détail au stade de l'arbitrage que le Tribunal jugera le mieux approprié.

MESURES DEMANDÉES

24. Le Bangladesh prie le Tribunal de délimiter, conformément aux principes et aux règles énoncés dans la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, la frontière maritime entre le Bangladesh et le Myanmar dans le Golfe du Bengale, dans la mer territoriale et la zone économique exclusive et sur le plateau continental, y compris la partie

du plateau continental appartenant au Bangladesh qui se trouve à plus de 200 milles marins des lignes de base servant à mesurer la largeur de sa mer territoriale.

25. En ce qui concerne la mer territoriale, le Bangladesh prie le Tribunal de confirmer que la frontière maritime entre le Bangladesh et le Myanmar est délimitée par le *Procès-verbal convenu entre la délégation du Bangladesh et la délégation birmane concernant la délimitation de la frontière maritime entre les deux pays* de 1974.

26. Le Bangladesh prie également le Tribunal de dire et juger qu'en autorisant les titulaires des concessions qu'il leur a accordées pour entreprendre des forages et d'autres activités exploratoires dans les zones maritimes revendiquées par le Bangladesh sans en informer préalablement celui-ci et sans solliciter son consentement, le Myanmar a contrevenu à son obligation de ne ménager aucun effort pour parvenir à un arrangement provisoire en attendant la délimitation de la frontière maritime, comme l'exige le paragraphe 3 de l'article 74 et le paragraphe 3 de l'article 83 de la Convention, et prie en outre le Tribunal d'ordonner au Myanmar de verser au Bangladesh l'indemnisation qu'il jugera appropriée.

27. Les présentes conclusions seront développées plus en détail à l'étape de l'arbitrage que le Tribunal jugera la mieux appropriée.

28. Le Bangladesh se réserve le droit de compléter et/ou de modifier ses conclusions et les mesures demandées, selon que de besoin, et de demander au tribunal arbitral de prendre toutes autres mesures pouvant être nécessaires pour sauvegarder les droits qui sont les siens en vertu de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer.

Présenté respectueusement,

(signé)

Dipu Moni, MP

Ministre des affaires étrangères

Ministère des affaires étrangères, Dhaka

Gouvernement de la République populaire du Bangladesh

Agent

8 octobre 2009

APPENDICE C

**Ministre des Affaires étrangères
Union du Myanmar**

Nay Pyi Taw
Le 4 novembre 2009

**Déclaration en vertu de l'article 287 de la Convention des Nations
Unies sur le droit de la mer acceptant la compétence du
Tribunal international du droit de la mer**

En application des dispositions du paragraphe 1 de l'article 287 de la Convention de 1982 des Nations Unies sur le droit de la mer, le Gouvernement de l'Union du Myanmar déclare par la présente qu'il reconnaît la compétence du Tribunal international du droit de la mer pour le règlement du différend entre l'Union du Myanmar et la République populaire du Bangladesh concernant la délimitation maritime entre les deux pays dans le golfe du Bengale.*

[signé]

(Nyan Win)

Ministre des Affaires étrangères
Gouvernement de l'Union du Myanmar

* Traduction de l'ONU, voy. C.N.839.2009.TREATIES-13 (Notification dépositaire).

APPENDICE D

MINISTRE DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES

GOUVERNEMENT DE LA
RÉPUBLIQUE POPULAIRE DU
BANGLADESH
DHAKA

Le 12 décembre 2009

**Déclaration en vertu de l'article 287(1) de la Convention des
Nations Unies sur le droit de la mer acceptant la compétence du
Tribunal international du droit de la mer**

En application des dispositions du paragraphe 1 de l'article 287 de la Convention de 1982 des Nations Unies sur le droit de la mer, le Gouvernement de la République populaire du Bangladesh déclare qu'il reconnaît la compétence du Tribunal international du droit de la mer pour le règlement du différend entre la République populaire du Bangladesh et l'Union du Myanmar concernant leur délimitation maritime dans le golfe du Bengale.*

[signé]

Dr. Dipu Moni, MP

Ministre des Affaires étrangères

Gouvernement de la République populaire
du Bangladesh

* Traduction de l'ONU, voy. C.N.881.2009.TREATIES-14 (Notification dépositaire).

APPENDICE E

CURRICULUM VITAE

ALAN VAUGHAN LOWE QC



**CHICHELE PROFESSOR OF PUBLIC INTERNATIONAL LAW IN THE UNIVERSITY OF OXFORD;
FELLOW OF ALL SOULS COLLEGE, OXFORD**

Born 1952.

LLB (Wales) 1973; Maxwell Prize, 1973; LLM (Wales) 1978 ; PhD (Wales) 1980 ; MA (Cambridge) 1991 ; MA (Oxford) 1999 ; Barrister (Gray's Inn), 1993; Associé de l'Institut de Droit international 2005.

Formerly:

University Lecturer in Law, then Reader in International Law, University of Cambridge, and Fellow of Corpus Christi College 1988-99;
Warden of Leckhampton, Cambridge, 1998-1999;
Lecturer in Law, 1979-86, then Senior Lecturer in Law, University of Manchester, 1986-88;
Lecturer in Law, University of Wales, Cardiff, 1973-79, (Visiting Scholar, University of Cambridge, 1976);
Visiting Professor: Duke Law School, Fall 1990;
Tulane Law School, Summer 2000.

PRACTISING BARRISTER, ESSEX COURT CHAMBERS, 24 LINCOLN'S INN FIELDS, LONDON,
mainly in the field of international law.

Judicial and Arbitral appointments:-

Judge, European Nuclear Energy Tribunal 2006- (nominated by UK)
Arbitrator, *Barbados v. Trinidad & Tobago* maritime delimitation arbitral tribunal 2004-2006 (nominated by Barbados)
President, *Bayview v Mexico*, ICSID tribunal, 2006- (ICSID appointment)
President, *Sistem v Kyrgyz Republic*, ICSID tribunal, 2006- (ICSID appointment)

Reported cases include:-

Barbados v. Trinidad & Tobago maritime delimitation (as arbitrator)

R v. Jones [2006] UKHL 16

R v. Jones [2004] EWCA Crim 1981 (for appellants Pritchard and Olditch)

Legal Consequences of the Construction of a Wall in the Occupied Palestinian Territory, ICJ, 2004 (for Palestine).

Land Reclamation by Singapore, ITLOS, 2003, (for Singapore).

Case concerning the MOX plant, UNCLOS arbitration, 2003 (for Ireland).

Azinas v. Cyprus, Grand Chamber ECHR, 2003 (for Cyprus).

Lauder v Czech Republic, CME v Czech Republic, ad hoc arbitral tribunals, 2001, (for Czech Republic).

Case concerning the MOX plant, ITLOS, 2001 (for Ireland).

Southern Bluefin Tuna case, ad hoc arbitral tribunal, 2000 (for Japan).

Case concerning Passage Through the Great Belt, International Court of Justice, 1991-92 (for Finland).

Advisory work for various governments, multinational corporations and international organizations, relating to published and unpublished cases in various national courts, the International Court of Justice, the International Tribunal for the Law of the Sea, European Court of Human Rights, Inter-American Commission on Human Rights, *ad hoc* arbitral tribunals, and the UN Compensation Commission.

Consultant on aspects of International Law, Foreign & Commonwealth Office, London, 1997-2001.

Legal Adviser, Palestinian Authority legal unit, in Permanent Status negotiations with Israel, 1999-.

Pro bono work in relation to Inter-American Commission and Court of Human Rights and Caribbean death penalty litigation.

Expert witness, *Yukos* bankruptcy proceedings, Texas, 2005; *Bojidarov* refugee law case, Ireland, 1999.

Publications

(i) Books

Joint editor (with J. R. Crawford) *British Year Book of International Law*, vol. LXXV (2004) (Oxford University Press, 2005). Pp. vii and 990. ISBN 0 19 928493-8.

Joint editor (with J. R. Crawford) *British Year Book of International Law*, vol. LXXIV (2003) (Oxford University Press, 2004). Pp. xiii and 1000. ISBN 0 19 926785-5.

Joint editor (with J. R. Crawford) *British Year Book of International Law*, vol. LXXIII (2002) (Oxford University Press, 2003). Pp. viii and 1062. ISBN 0 19 926324-8.

Joint editor (with J. R. Crawford) *British Year Book of International Law*, vol. LXXII (2001) (Oxford University Press, 2002). Pp. vii and 755. ISBN 0 19 925401 X.

Joint editor (with J. R. Crawford) *British Year Book of International Law*, vol. LXXI (2000) (Oxford University Press, 2001). Pp. x and 690. ISBN 0 19 924692 0.

Joint editor (with J. R. Crawford) *British Year Book of International Law*, vol. LXX (1999) (Oxford University Press, 2000). Pp. ix and 654. ISBN 0 19 829914 1.

The Settlement of International Disputes (with J G Collier) (Oxford University Press, 1999). Pp. xxviii and 395. ISBN 0 19 825669 8.

The Law of the Sea, 3rd edition (with R R Churchill) (Manchester University Press, 1999). Pp. xlix and 494. ISBN 1 57823 029 0; 1 57823 030 6.

The International Law Commission and the Future of International Law (ed., and contrib., with M. R. Anderson, A. E. Boyle, C. Wickremasinghe), (British Institute of International and Comparative Law, London, 1998). Pp. xxi and 239. ISBN 0 903067 95 1.

Fifty Years of the International Court of Justice: Essays in honour of Sir Robert Jennings (ed. with M. Fitzmaurice) (Cambridge University Press, 1996) Pp. xxviii + 629 + index. ISBN 0-521-55093-9.

The United Nations and the Principles of International Law: Essays in Memory of Michael Akehurst (ed. with C Warbrick), (Longmans, 1994; reprinted 1996). Pp. 266. ISBN 0-415-08441-5.

The Business of Licensing (with R J Bragg) (Longmans, 1989). Pp. xi and 169. ISBN 0-582-01891-9.

The Law of the Sea, 2nd edition (with R R Churchill) (Manchester University Press, 1988). Pp. xxxviii and 370. ISBN 0-7190-2922-3.

The Law of the Sea (with R R Churchill) (Manchester University Press, 1983; reprinted with addenda 1985). Pp. xxi and 321. ISBN 0-7190-0936-7.

Extraterritorial Jurisdiction: an annotated collection of legal materials (Grotius Publications Ltd., 1983). Pp. xxi and 272. ISBN 0-906496-35-7.

(ii) Articles, chapters of books

‘The Use of Force in the British Tradition of International Law’, *Alberico Gentili, L’uso Della Forza Nel Diritto Internazionale*, Centro Internazionale di Studi Gentiliani, San Ginesio, Dott.A. Giuffrè Editore, 2006

‘Security Concerns and National Sovereignty in the Age of World-Wide Terrorism’, *Towards World Constitutionalism – Issues in the Legal Ordering of the World Community*, Martinus Nijhoff Publishers, 2005, pp. 655 – 679.

‘The ITLOS Opinions of Judge Ivan Shearer’, *24 Australian Year Book of International Law*, 2005, pp. 145 – 157.

‘Clear and Present Danger: Responses to Terrorism’, *International & Comparative Law Quarterly*, Volume 54, Part 1, January 2005, pp. 185 – 196.

‘Corporations as International Actors and International Law Makers’, *The Italian Yearbook of International Law*, Martinus Nijhoff Publishers, Vol XIV (2004) pp 23-38.

‘Foreword – Part One’, *Multilateralism v Unilateralism: Policy Choices in a Global Society*, ed. J.B. Attanasio and J.J. Norton, BIICL & The SMU Dedman School of Law, 2004, pp. 3-9.

‘The Place of Dr Thomas Baty in the International Law Studies of the 20th Century’, in *The Commemorative Seminar for Dr Thomas Baty: Contributions of Dr Thomas Baty and Their Reappraisal*, University of Tokyo, 2004, pp. 1-14.

‘Northern European Co-operation regarding Watercourses’, in M. Fitzmaurice and O. Elias, *Watercourse Co-operation in Northern Europe*, TMC Asser Press, 2004, pp. 95 – 118.

‘Jurisdiction’, *International Law*, (ed. M. Evans) OUP, 2003, pp 329-355.

‘Is the Nature of the International Legal System Changing? – A Response’, *Austrian Review of International and European Law*, Martinus Nijhoff Publishers, Vol 8, 2003, pp. 69-73.

‘The International Tribunal for the Law of the Sea: Survey for 2002’, *International Journal of Marine and Coastal Law*, Volume 18, No. 4, 2003, pp. 447-456

‘Comments on Chapters 16 and 17’, *United States Hegemony and the Foundations of International Law*, ed. Michael Byers and Georg Nolte, Cambridge University Press, 2003, pp. 477-481.

‘The Iraq Crisis: What Now?’ *International and Comparative Law Quarterly*, Volume 52, Part 4, October 2003, OUP, pp. 859-871.

‘The Rule of Law: thinking of an order in the international society’, *Gaiko Forum*, No. 177, April 2003, pp. 24-30 (in Japanese).

‘Regulation or Expropriation’, *55 Current Legal Problems*, (2002), pp. 447-466.

‘The International Tribunal for the Law of the Sea: Survey for 2001’, 17 *International Journal of Marine and Coastal Law*, (2002), pp. 463-484.

‘Responsibility for the Conduct of Other States’, *Japanese Journal of International Law*, (2002), pp. 1-15.

‘Shareholders’ Rights to Control and Manage: From Barcelona Traction to ELSI’, in N. Ando et al. (eds), *Liber Amicorum Judge Shigeru Oda*, (2002), pp.269-284.

‘Foreword’, in M. Likosky (ed.), *Transnational Legal Processes: Globalisation and Power Disparities*, (2002), pp.v-viii.

‘The International Tribunal for the Law of the Sea: Survey for 2000’, 16 *International Journal of Marine and Coastal Law*, (2001), pp. 549-570.

‘International Legal Issues Arising in the Kosovo Crisis’, 49 *ICLQ*, pp. 934-943 (2000). Also reprinted in *International Law in the Post-Cold War World*, (ed. Sienho Yee and Wang Tieya) (Routledge, 2001), pp. 278-288.

‘The Politics of Law-Making: Are the Method and Character of Norm Creation Changing?’, in M. Byers (ed.), *The Role of Law in International Politics: Essays in International Relations and International Law*, (OUP, 2000), pp.207-226.

‘Future Topics and Problems of the International Legislative Process’, in *The International Law Commission Fifty Years After: An Evaluation*, (2000), pp.122-138.

‘The M/V Saiga: the first case in the International Tribunal for the Law of the Sea’, 48 *ICLQ*, (1999), pp. 187-199.

‘Precluding wrongfulness or responsibility: a plea for excuses’, 10 *European Journal of International Law*, (1999), pp. 405-411.

‘Sustainable Development and Unsustainable Arguments’, in A. Boyle and D. Freestone, *International Law and Sustainable Development* (OUP, 1999), pp.19-37.

‘Overlapping jurisdiction in international tribunals’, (1999) 20 *Australian Year Book of International Law*, pp. 191-204.

‘Can the European Community Bind the Member States in Questions of Customary International Law?’, in M. Koskenniemi (ed.), *International Law Aspects of the European Union*, (1998), pp 149-169.

‘Extra-Territorial Application of National Laws Regulating Business Activities’, *Ditchley Conference Report No. D97/05* (1997).

‘US Extraterritorial Jurisdiction: The Helms-Burton and D’Amato Acts’, 46 *International & Comparative Law Quarterly* (1997), pp. 378-390.

‘Sir Robert Jennings’, in *Fifty Years of the International Court of Justice: Essays in honour of Sir Robert Jennings* (ed. A.V. Lowe & M. Fitzmaurice) (Cambridge University Press). (1996). pp. xv-xxviii.

‘*Res Judicata* and the Rule of Law in International Arbitration’, 8 *African Journal of International Law*, (1996), pp.38-50.

‘Shock verdict: Nuclear war may or may not be unlawful’, [1996] *Cambridge Law Journal*, pp. 415-417.

‘The United Kingdom and the Law of the Sea’, in T. Treves (ed.), *The Law of the Sea: The European Union and Its Member States*, (1996), pp. 521-553.

‘The International Court in a Timorous Mood’, [1995] *Cambridge Law Journal*, pp. 484-486.

‘How Domestic Anti-Avoidance Rules Affect Double Taxation Conventions’, *International Fiscal Association, Proceedings*, vol. 19c, (1995), pp. 6-9, 23.

‘The Work of the Agencies and Organs of the United Nations: Round Table’, *African Society of International & Comparative Law Proceedings*, vol. 7 (1995) pp. 147-149.

‘Recognition of States -routine Acts’, [1994] *Cambridge Law Journal* 4-6 (with C J Greenwood).

‘The principle of non-intervention: use of force’, in *The United Nations and the Principles of International Law: Essays in Memory of Michael Akehurst* (ed. A.V. Lowe & C. Warbrick), (Longmans, 1994), pp. 66-84. ISBN 0-415-08441-5.

‘The Gulf Conflict: British Practice’, (in *The Iran-Iraq War*, ed. Andrea de Guttry) (Grotius Publications, 1993), pp. 241-386. ISBN 1-85701-013-2.

‘Submarine Warfare’, *US Naval War College Proceedings*, vol.65, (1993), pp. 72-77.

‘Jurisdiction -Abuse of Process’, [1993] *Cambridge Law Journal*, pp. 370-373.

‘The Role of Equity in International Law’, 12 *Australian Yearbook of International Law* 54-81 (1992); reprinted in M Koskenniemi (ed.), *Sources of International Law*, (Ashgate, Dartmouth. 2000), pp. 403-422.

‘The Commanders' Handbook on the Law of Naval Operations and the Contemporary Law of the Sea’, in H B Robertson (ed.) *The Law of Naval Operations*, (1991), pp. 109-147.

‘Dominant Firms and Monopolies’, (with B Sufrin) in *Butterworths Competition Law* (1991, loose-leaf) (approx. 120 pages).

‘Self Evident and Inalienable Rights Stop at the US Frontier’, (1991) *Cambridge Law Journal*, pp. 16-19.

‘Innocent Passage’, 6 *International Journal of Estuarine & Coastal Law*, 73, 74 (1991).

‘Legal Issues of the European Energy Charter’, *Utilities Law Review* Vol. 2 Issue 4 (1991) pp 155-58.

‘Peace Without Justice: Reconsidering the Law on the Use of Force’, in *Perestroika and International Law* (ed. W E Butler) (1990) pp. 281-295.

‘Diplomatic Law: Protecting Powers’, 39 *International and Comparative Law Quarterly*, (1990), pp. 471-474.

‘Some Observations on Transfer of Technology’, in *Perestroika and International Law* (ed. A Carty and G Danilenko) (1990), pp. 158-171.

‘The Gulf Conflict and the Law of War at Sea’, in *NOMOS: Festschrift for D. Constantopoulo*, (1990), pp. 593-612.

‘National Security and the Law of the Sea’, XVII *Thesaurus Acroasium*, (1990), pp.129-197.

‘Self Defence at Sea’, in *The Non-Use of Force in International Law* (ed. W E Butler) (1989), pp. 185-202.

‘Export Controls: A European Viewpoint’, 3 *International Journal of Technology Management*, (1988), pp.71-86.

‘The Implications of the 1958 and 1982 Conventions on the Law of the Sea for the Modern Law of Naval Warfare’, (translated into Japanese and published by the Japanese Ministry of Foreign Affairs, Kaiyo Jihou, 1988, pp.45-58.

‘Extraterritorial Jurisdiction and the Structure of International Law’, in *International Economic Law and Developing States* (ed. H. Fox) (1988), pp. 47-62.

‘Extraterritorial Jurisdiction: British Practice’, 52 *Zeitschrift fur ausländisches öffentliches Recht und Volkerrecht*, (1988), pp.157-204.

‘The Law of War at Sea and the 1958 and 1982 Conventions’, 12 *Marine Policy*, (1988), pp. 286-296.

‘The Biological Weapons Convention’, in *Essays on the Modern Law of Naval Warfare*, (ed. N Ronzitti) (1988), pp. 629-650.

‘The Impact of the Law of the Sea on Naval Warfare’ (Paper and transcript of debate), 14 *Syracuse Journal of International Law and Commerce*, (1988), pp. 657-698.

‘Some Legal Problems Arising from the Use of the Seas for Military Purposes’, 10 *Marine Policy* 171-184 (1986); 11 *Marine Policy*, (1987), pp.250-252.

‘Freezing Foreign Bank Accounts’, *Lloyds' Maritime and Commercial Law Quarterly* (1987), pp.1-5.

‘Extraterritorial Jurisdiction’, 36 *International and Comparative Law Quarterly*, (1987), pp. 398-404.

‘Reflections on the Waters: changing conceptions of property rights in the Law of the Sea’, 1 *International Journal of Estuarine and Coastal Law*, (1986), pp.1-14.

‘Ends and Means in the Settlement of International Disputes’, 11 *Review of International Studies*, (1985), pp.183-198.

‘Extraterritorial Jurisdiction and Economic Sovereignty’, 34 *International and Comparative Law Quarterly*, (1985), pp. 724-746.

‘International Law Issues Arising in the Pipeline Dispute: the British Position’, 27 *German Year Book of International Law*, (1984), pp. 54-71.

‘A Reply to H. Suganami, ‘A V Lowe on General Rules of International Law’’, 10 *Review of International Studies*, (1984), pp. 183-187.

‘Public International Law and the Conflict of Laws’, 33 *International and Comparative Law Quarterly*, (1984), pp. 515-530.

‘Do General Rules of International Law Exist?’ 9 *Review of International Studies* (1983), pp. 207-213.

‘The Development of the Concept of the Contiguous Zone’, 1981 *British Yearbook of International Law*, (1982), pp.109-169.

‘The Paris Memorandum of Understanding on Port State Control’, 6 *Marine Policy*, (1982), pp.326-330.

‘Blocking Extraterritorial Jurisdiction’, 75 *American Journal of International Law*, (1981), pp.257-282.

‘The International Seabed: a Legacy of Mistrust’, 5 *Marine Policy*, (1981), pp. 205-216.

‘A Shirt, A Pair of Sandals and a Cardigan (Fothergill v. Monarch Airlines)’, 44 *Modern Law Review*, (1981), pp. 452-456 (with D W Williams).

‘How to use a Law Library: International Law’, (Chapter 8 of *How to Use a Law Library*, by Thomas, Dane and others) (1979).

‘Unilateral Shipping Regulation by the USA’, 38 *Chartered Institute of Transport Journal*, (1978), pp.210-211.

‘Suppressing Terrorism under the European Convention’, XXV *Netherlands International Law Review*, (1978), pp.305-334 (with J R Young).

‘Liner Shipping in U.S. Trades: Legal Aspects’, 5 *Maritime Policy & Management*, (1978), pp.174-195. (Part of a study undertaken with economists from the Departments of Maritime Studies UWIST).

‘An Executive Attempt to Rewrite a Judgment’, 94 *Law Quarterly Review* (1978), pp.255-275 (with J R Young).

‘The New Law of the Sea; Opportunities for Ocean Industry’, 4 *Ocean Management*, (1978), pp. 151-161.

‘International Law and Federal Offshore Lands Disputes’, 1 *Marine Policy* (1977), pp. 311-317.

‘The Future of the Sea’, *Welsh Centre for International Affairs Occasional Papers* No. 2, (1977), pp. 25.

‘The Right of Entry into Maritime Ports in International Law’, 14 *San Diego Law Review*, (1977), pp. 597-622.

‘The International Seabed and the Single Negotiating Text’, 13 *San Diego Law Review*, (1976), pp. 489-532.

‘The Law’, in E Young and P Fricke (eds.) *Sea Use Planning*, Fabian Tract 437, Chapter 6, (1975).

‘The Enforcement of Marine Pollution Regulations’, 12 *San Diego Law Review* (1975), pp.624-643.

(iii) Reviews and Editorials in

Marine Policy

Modern Law Review

Journal of Maritime Law and Commerce

Lloyds Maritime and Commercial Law Quarterly

American Journal of International Law, British Yearbook of International Law

International and Comparative Law Quarterly

International Affairs

Maritime Studies and Management, Journal of Legal History

Law Quarterly Review

Theological Book Review

War in History.

Editorial &c:

Joint Editor, *British Yearbook of International Law*

Editor, *Oxford Monographs in International Law*

Member of Advisory or Editorial Boards:

Marine Policy

International Journal of Marine and Coastal Law

African Journal of International and Comparative Law

European Journal of International Law

International Arbitration Law Review

Law and Practice of International Courts and Tribunals- A Practitioners’ Journal

Lloyd’s Maritime and Commercial Law Quarterly

Chinese Journal of International Law

University of Queensland law Journal.

Soochow Law Journal

Formerly:

General Editor, *Studies in International Law* series, for Manchester University Press (to 1994).

Co-editor (with C Warbrick, Durham University) of Current British Practice in International Law section, in the *International and Comparative Law Quarterly* (1987-93).

Member of Editorial Boards:

Cambridge Law Journal; *Cambridge University Press (International Law series)*.

External Lectures

‘Civil Order at Sea in the 21st Century: The Legal Framework’, Greenwich Forum, June 2006.

‘Sovereignty and International Economic law’, Society of Legal Scholars conference, Oxford, May 2006.

‘Fair and Equitable Treatment in Bilateral Investment Treaties’, American Society of International Law, April 2006.

"The Middle East Peace Process and the International Court's Wall Opinion", ILS, Cardiff, March 2006.

‘The Changing Law on the use of Force’, Army Legal Services conference, Oxford, December 2005.

‘Security and Terrorism at Sea’, Ministry of Defence, London, April 2005.

‘Palestine, the International Court and the *Wall* case’, University of Malta, April 2005.

‘The End of the Freedom of the High Seas?’ International Maritime Law Institute, Malta, April 2005.

‘Is There a Role for International Law in the Middle East Peace Process?’ American Society of International Law, Washington DC, April 2005.

‘The significance of the Advisory Opinion on the Legal Consequences of the Construction of a Wall in the Occupied Palestinian Territory: A legal analysis’, UN Committee on the Exercise of the Inalienable Rights of the Palestinian People, Geneva, March 2005.

‘Global Citizenship and International Law’, Mershon Center Series on Citizenship, Ohio, November 2004.

‘The Use of Force in the British Tradition in International Law’, *XI Giornata Gentiliana*, San Ginesio, Italy. September 2004.

‘Corporations as International Actors and International Law Makers’, San Ginesio, Italy. September 2004.

‘International and Comparative law at a time of Clear and Present Danger’, British Institute of International and Comparative Law, June 2004.

‘Diplomatic Protection’, Japanese Society of International Law, Tokyo, April 2004.

‘Dr Thomas Baty and the Development of International Law’. Tokyo, April 2004.

‘Procedural weaknesses in international law’, American Society of International Law, April 2004.

‘Parallel Proceedings in International Commercial Arbitration: handling international debt crises’, ILA, London, December 2003.

‘Treaties in English courts’, Bar Conference, London, October 2003.

‘Res judicata in international arbitration’, British Institute of International & Comparative Law, London, October 2003.

‘The Iraq Crisis’, ILA annual conference, Reading, May 2003.

‘Refugees in international law’, Oxford Brookes University, June 2002.

‘Unilateralism, multilateralism, and the environment’, Dallas, April 2002.

‘State Responsibility: Who? What? Where?’ 2002 Josephine Onoh Lecture, Hull, April 2002.

‘Internationalisation of Legal Relations’, Washington DC, March 2002.

‘The Middle East Peace Process’, Kingston, Ontario, March 2002.

‘Regulation or Expropriation’, UCL, January 2002.

‘International Boundary Disputes’, Oil & Gas Conference, London, February 2002.

‘The Middle East Peace Talks’, Nottingham University, January 2001.

‘Marine Resources’, Royal College of Defence Studies, January 2001.

‘*Pinochet* revisited’, American Society of International Law, April 2001.

‘International Jurisdiction and Seafarers’ Rights’, ITF, London, July 2001.

‘Responsibility for the Conduct of Other States’, Japanese Association of International Law, Kyoto, October 2001.

‘Compliance with international law’, Gottingen, October 2001.

- ‘Maritime resources’, Royal College of Defence Studies, February 2000.
- ‘Humanitarian Intervention’, London Guildhall University, March 2000.
- ‘The Marginalization of Africa’, American Society of International Law, April 2000.
- ‘International Law in the Twenty-First Century’, American Bar Association, July 2000.
- Prosecutor v Medema*: International Law Moot (judging), American Bar Association, July 2000.
- ‘The Perpetual Peace Process: the Middle East peace talks’, Edinburgh University, December 2000.
- ‘Marine resources’, Royal College of Defence Studies, February 1999.
- ‘New approaches to extraterritorial jurisdiction’, International Law Association, London, October 1999.
- ‘Underwater Resources’, Royal College of Defence Studies, February 1998.
- ‘The Future Role of the International Law Commission’, Geneva, April 1998.
- ‘The changing character and method of norm creation in international law’, Oxford, April 1998.
- The Future Work of the International Law Commission, Oxford, September 1998.
- ‘State responsibility: wrongfulness or liability?’ Oxford, February 1998.
- ‘Improving Compliance with International Law’, African Society of International & Comparative Law, Abidjan, August 1997.
- ‘Space, Time, and the Cosmology of International Law’, Helsinki University Summer School, August 1997.
- ‘State Responsibility’, International Law Association, London, November 1997.
- ‘International Law’, Joint Services Defence College, Greenwich, June 1996.
- European Community Law, International Law, and Competition Jurisdiction’, University of Helsinki, October 1996.
- ‘We’ve been here before: the Helms-Burton and D’Amato Acts’, International Business Conference, London, November 1996.
- ‘Extraterritorial jurisdiction in US laws on Cuba, Iran and Libya’, International Law Association, London, November 1996.

- 'Settlement of International Disputes', Amsterdam University, January 1995.
- 'International Law', Joint Services Defence College, Greenwich, March 1995.
- 'International Organisations', African Society of International Law, Johannesburg, August 1995.
- 'The Contribution of International Organisations to the Development of International Law', African Society of International Law, Johannesburg, September 1995.
- 'International Law', Joint Services Defence College, Greenwich, November 1995.
- 'Equity in International Law', Amsterdam University, May 1994.
- '*Res Judicata* in International Arbitration', International Law Association, Cambridge, May 1994.
- 'Law of the Sea', Duke Summer School course, Brussels, July 1994.
- 'International Tax Treaties', International Fiscal Association, Toronto, September 1994.
- 'Military Uses of the Seas', Amsterdam University, May 1993.
- 'Diplomatic History and International Law', LSE, June 1993.
- 'International Law and English Law', SPTL International Law Group, London, April 1992.
- Lectures on EEC Law, 1 Crown Office Row, London, November 1991.
- 'The European Energy Charter', The Hague, December 1991.
- 'Submarine Warfare', US Naval War College, Rhode Island, USA. February 1990.
- 'War Zones at Sea', British Institute of International and Comparative Law, London, June 1990.
- 'The Role of Equity in International Law', Canberra, August 1990.
- 'Following an Antique Drum: The Decline and Fall of International Law', London, December 1989.
- 'The Law of the Sea and Naval War', Royal Navy, Plymouth, May 1988.
- 'Some Legal Aspects of the Greco-Turkish Disputes in the Aegean', London, April 1988.
- 'Self Defence and the Laws of War at Sea', Moscow, May 1988.

‘Extraterritorial Jurisdiction’, seminar on Export Controls and the Computer Industry, London, February 1987.

‘Extraterritorial Jurisdiction and the Structure of International Law’, Commonwealth Law Students Conference, Manchester, 1987.

‘The Implications of the 1958 and 1982 Law of the Sea Conventions for the Modern Law of Naval Warfare’, Round Table of Experts on International Humanitarian Law applicable to Armed Conflicts at Sea, San Remo, June 1987.

‘Jurisdiction’, Commonwealth Legal Advisors' Conference, London, July 1987.

‘Quelques problèmes juridiques dus à l'utilisation des mers à des fins militaires’, Tizi-Ouzou, Algeria, March 1986.

‘Extraterritorial Jurisdiction: British Practice’, Max-Planck-Institut, Hamburg, April 1986.

‘Legal Aspects of Military Uses of the Seas’, Royal Navy, Plymouth, April 1986.

‘State Practice and the Formation of Customary International Law’, Glasgow University, May 1986.

Lectures on aspects of International Law, Warsaw University, May 1986.

‘National Security and the Law of the Sea’, (course) Thessalonica, September 1986.

‘US Export Controls and European Businesses’, Stockholm Chamber of Commerce, October 1986.

‘Legal Aspects of International Business’, Manchester Business School, 1986, 1987, 1988.

‘The Nature of Rules of Customary International Law’, Society of Public Teachers of Law, Birmingham, 1985.

‘Intellectual Property Law and the EEC’, British Ceramic Research Institute, DTI PICK-UP course, Stoke-on-Trent, 1985.

‘Export Controls in East-West Trade’, Polish-British East-West Trade symposium, Warsaw, 1985.

‘Procedural Responses to Extraterritorial Jurisdictional Claims’, British Institute of International and Comparative Law, London 1984.

‘Intellectual Property and Competition Law’, Reading University, 1984.

‘Intellectual Property: The EEC Perspective’, Manchester University, 1984, 1985.

‘Why Settle International Disputes?’ Society of Public Teachers of Law, Edinburgh, 1984.

‘Extraterritorial Jurisdiction’, British Institute of International and Comparative Law, London, 1983.

‘The Law of the Sea’, Salford University, 1983, 1984, 1985, 1986.

‘Public and Private International Law’, International Law Association, London, 1983.

Bristol University courses on the Law of the Sea - for Ministry of Defence, (1980-88).

‘Legal-Technical Aspects of Deep Seabed Mining’, London, 1982.

‘Extradition of Political Offenders, Society for the Study of Comparative Public Law, Cardiff, 1978.

‘Law of the Sea and Ocean Industries’, Oceanology International Conference, Brighton, 1977.

‘The Law of the Sea’, Welsh Centre for International Affairs, 1975, 1977.

Occasional lectures on various aspects of international law for Foreign & Commonwealth Office short courses, and for the British and Australian Navies.

Teaching

Oxford: Public International Law (FHS); International Dispute Settlement (BCL/MJur); Law of the Sea (BCL/MJur); International Law (Foreign Service Programme); International Law (International Relations seminars).

Cambridge: Public International Law; Settlement of International Disputes; Law of the Sea; History and Theory of International Law; EC Law; Competition Law.

Tulane: Law of the Sea.

Duke: Public International Law; EEC Law.

Manchester: Public International Law; Law of the Sea; EEC Law; Conflict of Laws; Company Law; Competition Law; Criminal Law.

Cardiff: Public International Law; Company Law; Comparative Company Law; Contract; Jurisprudence.

The Hague: Director of Studies, Hague Academy of International Law, 1991.

Professional Advisory Work, etc.

(i) Preparation of unpublished reports and papers

Revision of the UK Manual on the Law of Armed Conflict, 2000-2001 (assisting the Royal Navy).

International Legal Issues Arising in the Kosovo Crisis, (House of Commons Foreign Affairs Committee), 1999.

International Law Commission, Draft Articles on State Responsibility (for the Foreign and Commonwealth Office), 1997-2001.

Status of the Caspian Sea (for a corporation), 1995.

Anglo-Russian Legal Assistance Treaty (member of practitioner/ academic working group preparing draft treaty, organised by British Invisibles, 1993.

Arms and Dual-Use Exports from the EC (for Saferworld, 1992) (with M Weller, N Prouvez).

Membership by the EC of International Organisations (for UN Food & Agriculture Organization, with S. Marks, and M. Weller).

International commercial arbitration (for Gulf Co-operation Council, 1989).

The BP/Kuwait Investment Office merger (for Gulf Co-operation Council, 1988).

De-commissioning offshore oil installations (for Norwegian Oil Directorate, 1987-88).

Certain questions concerning EEC Free Trade Area agreements (for Gulf Co-operation Council, 1987).

Freezing of foreign bank accounts (for Gulf Co-operation Council, 1986).

Application of US antitrust laws to foreign shipping cartels (for Council of European and Japanese National Shipowners' Associations, 1977-79).

(ii) Consultancy &c

Consultancy prior to my call to the Bar includes provincial/federal continental shelf disputes; international merger regulation; extraterritorial application of US export control, antitrust and securities laws; extradition; claims to fisheries zones. Witness, House of Commons Foreign Affairs Committee (Kosovo), 2000. Expert witness, case concerning the extraterritorial application of US trade laws, 1991. Witness, UK House of Commons Special Standing Committee on the Deep Sea Mining (Temporary Provisions) Bill, 1981. Witness, US House of Representatives Committee on the Merchant Marine (concerning US shipping legislation), August 1978.